

**Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate**

Un an après le Plan vert de Québec
**« Visons plus haut, plus vite, plus loin »,
disent les groupes écologistes**

Québec, 14 juin 2007 – Les groupes écologistes proposent une intensification de la lutte aux changements climatiques de la part du gouvernement du Québec. Cette demande survient un an jour pour jour après l'adoption, par Québec, du Plan vert de lutte aux changements climatiques. Du coup, les groupes écologistes répondent à l'invitation qui leur a été faite la semaine dernière par la ministre de l'Environnement Line Beauchamp, à l'occasion de son propre bilan du Plan vert, de proposer quatre grands chantiers ou quatre priorités de lutte aux changements climatiques.

« Un an après le Plan vert, nous saisissons toute l'ampleur de la tâche et des défis qui nous attendent et qui attendent le gouvernement du Québec », lance Steven Guilbeault, directeur de Greenpeace au Québec. « Nous sommes heureux aussi de constater que la nouvelle ministre de l'Environnement et le gouvernement admettent qu'il faille redoubler d'efforts. Les Libéraux ont promis en campagne électorale une consultation publique, dès 2008, afin de préparer l'après-Kyoto. À ce sujet, nous serions heureux de collaborer avec le gouvernement ».

Aménagement durable du territoire

Ainsi donc, il est impossible pour le Québec de réduire ses émissions de GES sans revoir en profondeur les pratiques d'aménagement du territoire et d'urbanisme. « Puisque le gouvernement compte faire ses principales réductions dans le domaine des transports, il doit absolument s'attaquer à l'étalement urbain et opter pour des modèles d'aménagement qui favorisent clairement les transports collectifs et actifs », souligne Alexandre Turgeon, président de Vivre en Ville.

Transports collectifs

Si la politique québécoise du transport collectif et les investissements qui en découlent constituent un bon premier pas pour freiner la détérioration des services de transport en commun, « il faut aller beaucoup plus loin », selon le coordonnateur du dossier des changements climatiques chez Équiterre, Hugo Séguin. « Donnons aux villes des moyens additionnels de mettre en oeuvre leurs plans de transport et de contribuer à la réduction de l'utilisation de l'automobile. Utilisons entre autres les investissements supplémentaires de 120M\$ par année du Fonds vert pour financer, de façon urgente, des projets comme, entre autres, le plan de transport de la ville de Montréal et le tramway à Québec ».

Des campagnes d'information

Les groupes écologistes estiment que les habitudes quotidiennes des citoyens doivent continuer de changer si l'on veut vraiment réduire nos émissions de GES, d'où la nécessité de consacrer plus d'efforts à la sensibilisation du public. « Deux millions de dollars par année pour la sensibilisation, c'est bien, mais ça reste insuffisant », affirme Jérôme Normand, directeur général

d'ENvironnement JEUnesse. « Pour convaincre, il faut plus que des dépliants et des placements publicitaires », lance Philippe Bourke, directeur général du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec. « Il faut de véritables campagnes d'informations, proposer des mesures concrètes pour chaque région du Québec ».

Nos choix énergétiques

Enfin, si le gouvernement veut « mettre les bouchés doubles », des inquiétudes persistent toutefois selon Nature Québec | UQCN, particulièrement en ce qui a trait au développement gazier (Ports méthaniers et exploration gazière) et au développement autoroutier (175 et 25 notamment). Ainsi, pour Michel Bélanger, Président de Nature Québec | UQCN, «pour lutter contre le réchauffement, Québec doit aller bien au-delà de mesures écocitoyennes et des programmes de conscientisation et prendre les décisions qui s'imposent en matière énergétique et en matière de transport».

-30-

Pour plus de renseignements :

Jocelyn Desjardins, Communications-Relations publiques, Greenpeace : 514-2123-5749

Amélie Ferland, relationniste, Équiterre : 514-973-2000